

# France: une part de votre épargne bancaire bientôt saisie

2 juil 2020 - 07:00

Didier Maurin, Katleya Gestion

2 minutes de lecture

**Les lois visant cette possibilité ont déjà été votées. En France et dans l'Union Européenne.**



Lorsqu'un Etat a besoin d'argent, il commence à lever des impôts. Puis, si les impôts ne suffisent plus, il emprunte. Enfin, lorsque ses dettes atteignent des montants considérables, il demande à son banquier, la Banque centrale, de continuer à lui prêter tout en reprenant à son compte l'ensemble de ses dettes, si possible à taux négatif, ce qui lui permet, comble de l'ironie, de gagner de l'argent tout en continuant à emprunter!

Le problème reste toutefois qu'un tel amas de dettes finit un jour ou l'autre par inquiéter des marchés financiers qui se demandent bien quelle peut être à terme la valeur de la monnaie. A ce moment-là, ils s'affolent, attaquent la monnaie à la baisse dans un grand mouvement de dépréciation que ne peuvent tolérer ni les gouvernements, ni les banques centrales. Et, pour soutenir la monnaie, ne pouvant plus ni augmenter les impôts, ce qui casserait l'économie, ni continuer à emprunter, ce qui la déprécierait davantage, ils saisissent une partie de l'épargne en banque des épargnants, ainsi qu'une partie de leurs contrats d'assurance-vie, pour endiguer une crise durant laquelle ils font appel à la «solidarité» de tous pour sauver un système trop longtemps sevré par l'endettement.

*Face à un tel endettement des Etats, l'avenir est probablement dans les mains des cryptomonnaies tel le bitcoin ou la Libra de Facebook.*

Voilà, parmi les scénarios possibles, ce qui pourrait bien arriver un jour à l'un de nos pays occidentaux croulant sous les déficits, qu'il s'agisse des Etats-Unis, du Japon ou encore de l'Europe, où, avec un effet domino, la chute de l'un d'entre eux entrainera une fois de plus tous les autres dans une spirale infernale. En effet, théoriquement, comme n'importe quel édifice, une économie a besoin d'une structure solide qui lui permette de subsister de manière pérenne, mais force est de constater que la nôtre tourne bien trop autour d'une dette que de plus en plus d'économistes qualifient d'impossible à rembourser.

C'est ce phénomène qui inquiète à l'heure actuelle la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe, qui veut pouvoir interdire ou limiter l'utilisation de la planche à billets par la Banque centrale européenne, tout simplement parce que cette politique monétaire lui rappelle un peu trop la manière dont le IIIème Reich est arrivé au pouvoir. Or, si elle parvient un jour à ses fins, un pays comme la France devra soit se reconnaître immédiatement en état de faillite du fait de ses dettes exorbitantes, soit trouver un moyen pour puiser dans l'épargne de ses ressortissants, car il ne sera plus question pour la BCE de continuer à imprimer l'argent nécessaire à sa survie. D'ailleurs, les lois visant cet évènement ont déjà été votées, telle la loi Sapin II donnant tout pouvoir sur les contrats d'assurance-vie au ministre de l'économie et des finances français, ou plus généralement la directive européenne BRRD, votée par le Parlement européen, qui vise l'épargne bancaire européenne.

Pour conclure, nous estimons que, face à un tel endettement des Etats, l'avenir est probablement dans les mains des cryptomonnaies tel le bitcoin ou la Libra de Facebook, qui rassureront car elles sont émises par des multinationales. Il est vrai que ces monnaies au moins seront assises sur les centaines de milliards d'actifs que possèdent les grands groupes, quand des monnaies comme l'euro ou le dollar ne représenteront plus que des monnaies virtuelles d'Etats incapables d'assurer une gestion publique saine, si ce n'est par des milliers de milliards d'endettement. Les marchés financiers mondiaux auront donc probablement une fois de plus le dernier mot, et nous pouvons nous attendre à d'autres crises du fait des attaques qu'ils ne manqueront pas de générer.